



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
d'Auvergne Rhône-Alpes  
Unité interdépartementale Drôme Ardèche

**Arrêté Préfectoral de prescriptions complémentaires  
au titre d'une installation classée  
Pour la protection de l'environnement  
applicables à la société COURBIS SYNTHÈSE à ROMANS-SUR-ISÈRE**

La préfète de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment les articles R.181-46 et R.515-98 ;

**Vu** l'arrêté n° 05-1904 du 17 mai 2005 autorisant la société COURBIS SYNTHÈSE sur la commune de Romans-sur-Isère ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°10-2731 du 5 juillet 2010 portant prescriptions complémentaires pour la société COURBIS SYNTHÈSE à Romans-sur-Isère ;

**Vu** l'étude de danger révisée dans sa version 7 envoyée par l'exploitant le 14 mars 2022 ;

**Vu** les compléments d'étude relatif à la modification du stockage des matières premières envoyé par mail le 29 juin 2022 et le 20 juillet 2022 ;

**Vu** le porter à connaissance déposé par l'exploitant le 2 juillet 2020 et relatif à l'augmentation des quantités de MOCA stockées ;

**Vu** le rapport de l'inspection n° 2021/0319-RAP-DAEN0205 du 19 mars 2021 ;

**Vu** le rapport de l'inspection n°20210517-RAP-DAEN0328 du 1er juin 2021 ;

**Vu** le rapport de l'inspection n°20220407-RAP-DAEN0292 du 29 avril 2022 ;

**Vu** le rapport de l'inspection n°20220711-RAP-DAEN0607 du 27 juillet 2022 ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis le 1<sup>er</sup> août 2022 au pétitionnaire et l'absence de réponse dans le délai imparti ;

**Considérant** le porter à connaissance et l'étude de dangers révisée, déposés en juillet 2020 par la société COURBIS Synthèse ;

**Considérant** le rapport de l'inspection de l'environnement n°20210517-RAP-DAEN0328 du 1<sup>er</sup> juin 2021 précisant que certaines rubriques de classement étaient manquantes notamment au vu de la déclaration des quantités de produits effectuée par l'exploitant pour le recensement Seveso et notamment du stockage et de l'utilisation de produits toxiques et inflammables sur le site ;

3 boulevard Vauban  
26030 VALENCE CEDEX9

Tél. : 04 75 79 28 00

Mél. : [prefecture@drôme.gouv.fr](mailto:prefecture@drôme.gouv.fr)

[www.drôme.gouv.fr](http://www.drôme.gouv.fr)

**Considérant** le rapport de l'inspection de l'environnement n°: 2021/0319-RAP-DAEN0205 du 19 mars 2021 considérant comme non substantielle l'augmentation du stockage de MOCA actuellement autorisé par arrêté à 1 800 kg et passant à 3 600 kg en modifiant le lieu et les caractéristiques du stockage principal ;

**Considérant** les évolutions de la nomenclature des installations classées et notamment la modification et/ou suppression des rubriques 2920 et 1150, la suppression de la rubrique 1150.2 remplacée par d'autres rubriques et notamment la rubrique 4723.1 ;

**Considérant** le porter à connaissance déposé en juillet 2020 et l'étude de dangers révisée n°7 envoyée le 14 mars 2022 justifiant de l'acceptabilité du risque relatif au projet de modification des conditions et du lieu de stockage du MOCA ;

**Considérant** que le type de stockage décrit dans l'étude de danger révisée n°7 et ses compléments envoyés le 29 juin et 20 juillet 2022, et les effets thermiques modélisés de l'incendie de ce stockage et de l'incendie du bâtiment de production, ne génèrent pas d'effets dominos ;

**Considérant** qu'en l'absence d'effets dominos lors d'un incendie du bâtiment vers le stockage de MOCA et inversement, la disposition relative au respect d'une distance de 10 m entre le stockage de MOCA et le bâtiment, prescrite à l'article 6.4.4 de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2005, ne se justifie plus ;

**Considérant** que la séparation des stockages de produits toxiques vis-à-vis des produits inflammables, la protection foudre et l'éloignement de ces stockages des limites de propriété décrit dans l'EDD révisée et les compléments de l'EDD envoyés le 20 juillet 2022 constitue une mesure de réduction du risque à la source qu'il convient d'encadrer réglementairement ;

**Considérant** que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;

**Considérant** que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du Code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques non communicables ;

**Sur proposition** de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme,

## **ARRÊTE**

### Article 1 :

Le tableau de classement présenté à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n°05-1904 du 17 mai 2005 (et modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 juillet 2010) est remplacé par le tableau ci-après :

Nature des activités	Nature et Volume	Rubrique	Clst
<p>4,4-méthylène-bis(2-chloraniline) et/ou ses sels, sous forme pulvérulente (numéro CAS 101-14-4).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. supérieure à 2 kg</p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 0,01 t</i></p>	<p>Cf. « Annexe Informations sensibles - Non communicable au public »</p>	4723.1	A
<p>Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée (1)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t</p> <p><i>(1) Conformément à la section 2.6.4.5 de l'annexe I du règlement (CE) n°1272/2008, il n'est pas nécessaire de classer les liquides ayant un point d'éclair supérieur à 35°C dans la catégorie 3 si l'épreuve de combustion entretenue du point L2 partie III, section 32 du Manuel d'épreuves et de critères des Nations Unies a donné des résultats négatifs. Toutefois, cette remarque n'est pas valable en cas de température ou de pression élevée, et ces liquides doivent alors être classés dans cette catégorie.</i></p>	<p><b>Quantité stockée maximale = 1100 kg</b></p> <p>- Alcool isopropylique : 800 kg - Méthyléthylcétone : 300kg</p>	4330.2	DC
<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	<p><b>Quantité stockée maximale = 6600 kg</b></p> <p>- ADIPRENNE L42 : 2400 kg - ADIPRENE L167 : 4200 kg</p>	4130.2b	D
<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	<p><b>Quantité stockée maximale = 9400 kg</b></p> <p>- ROYALCAST 2501 : 6400 kg - ROYALCAST 2505: 1800 kg - DESMODUR TEC 41 : 1200 kg</p>	4120.2	D

Nature des activités	Nature et Volume	Rubrique	Clsst
<p>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670.</p> <p>1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant :</p> <p>c) supérieur à 200l, mais inférieur ou égal à 1500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques.</p>	<p>Installation de dégraissage par ultrason, avec emploi de liquide halogéné : quantité de liquide présente : 230 litres</p>	2564.1c	DC
<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</p>	<p><b>Quantité maximale stockée = 6400 kg</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- VIBRACURE 5094 : 2400 kg</li> <li>- VIBRACURE 2107: 2800 kg</li> <li>- ERACURE CET82 : 1200 kg</li> </ul>	4510.2	NC
<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération(1) étant supérieure à 50 kW</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs</p> <p>(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.</p>	<p>4 chargeurs de puissance de charge unitaire de 3,5 kW</p> <p>soit une puissance de charge totale de 14 kW</p>	2925.1	NC

L'établissement est seuil haut (conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement) par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement pour la rubrique 4723.1.

Le tableau complet des activités est en annexe confidentiel du présent arrêté.

## Article 2 :

L'article 6.4.4 relatif aux moyens complémentaires de lutte contre l'incendie de l'arrêté du 17 mai 2005 est modifié au niveau de l'alinéa suivant :

*« Le conteneur spécifiquement affecté au stockage de la MOCA sera placé à une distance minimale de 10 mètres de tout bâtiment ou dépôt de produit combustible. Il sera équipé d'un dispositif d'extinction automatique adapté. »*

est remplacée par :

« Le conteneur spécifiquement affecté au stockage de la MOCA sera placé à une distance minimale de 10 mètres de tout dépôt de produit combustible susceptible de générer des effets dominos. Il sera équipé d'un dispositif d'extinction automatique adapté. ».

## Article 3 :

L'article 6.2.1 relatif à la Conception des bâtiments et locaux de l'arrêté du 17 mai 2005 est complété comme suit :

« Les stockages des matières premières contenant des produits toxiques (phrase de risque H330 ou H331) ou susceptibles de générer des fumées toxiques par libération d'acide chlorhydrique, d'acide cyanhydrique et de dioxyde de soufre (molécule contenant du chlore, de l'azote et du soufre) sont stockées séparément des matières premières inflammables et à une distance d'au moins 30 m des limites de propriété, en dehors de zones d'effets dominos. Ces stockages sont protégés contre la foudre.

## Article 4 :

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

A l'occasion d'une modification substantielle, l'exploitant procède par ailleurs au recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations conformément aux dispositions de l'article R. 515-86 du Code de l'environnement.

S'il ne remet pas concomitamment ou n'a pas remis une étude de dangers, l'exploitant précise par ailleurs par écrit au préfet la description sommaire de l'environnement immédiat du site, en particulier les éléments susceptibles d'être à l'origine ou d'aggraver un accident majeur par effet domino, ainsi que les informations disponibles sur les sites industriels et établissements voisins, zones et aménagements pouvant être impliqués dans de tels effets domino.

Conformément à l'article R.512-98 du Code de l'environnement, l'étude de dangers est réexaminée sous la forme d'une notice et, si nécessaire, mise à jour au plus tard le 14 mars 2027.

#### Article 5 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

#### Article 6 :

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de ROMANS-SUR-ISERE pendant une durée minimum de quatre semaines.

La maire de ROMANS-SUR-ISERE fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

#### Article 7 :

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, la maire de ROMANS-SUR-ISERE et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement AUVERGNE-RHÔNE-ALPES chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **24 AOUT 2022**

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation  
La Secrétaire Générale

**Marie ARGOUARC'H**